



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Nancy, le mercredi 31 janvier 2024

« Avec vous pour vos droits » : la mobilisation contre le non-recours entre en action en Meurthe-et-Moselle !

11 territoires en France dont 2 conseils départementaux expérimentent depuis août 2023 des initiatives en faveur de l'accès aux droits sociaux. Parmi eux, la Meurthe-et-Moselle. Premier aboutissement ce mercredi 24 janvier 2024 avec le lancement d'une opération d'aller-vers sur un marché local de la métropole du Grand Nancy. Encourageant.

L'enjeu : aller à la rencontre des habitants qui ne sollicitent pas, par exemple, le minimum vieillesse, le RSA, la complémentaire santé ou des aides au logement, à l'alimentation, à la garde d'enfants.

Objectif : faire en sorte que ces personnes puissent vivre dignement.

En Meurthe-et-Moselle, l'expérimentation « Territoire zéro non-recours » a été impulsée par le Département, la Métropole du Grand Nancy et ATD Quart Monde, avec le soutien de l'Etat. Elle couvre, dans un premier temps, un périmètre urbain comptant 45 000 habitants et mobilise aujourd'hui 5 villes et leurs CCAS (Essey-lès-Nancy, Malzéville, Maxéville, Nancy, Saint-Max) ainsi que divers opérateurs, dont la CAF, la CPAM, la CARSAT, les bailleurs sociaux.

Depuis le 26 septembre dernier, plus de 50 professionnels sont engagés dans la démarche. Un travail en coulisses a permis de définir et d'organiser les opérations à mener, mais aussi de sensibiliser et de former, sous l'égide d'ATD Quart-Monde, les intervenants qui iront à la rencontre des habitants.

Faisant suite à plusieurs mois de co-construction avec l'ensemble des parties-prenantes -des professionnels aux usagers, en passant par les bénévoles-, cette démarche singulière est entrée en phase opérationnelle. Entendez par là que des équipes « occupent le terrain ». Ces derniers jours, des flyers ont été diffusés et des affiches ont fleuri dans divers commerces du territoire retenu.

Exit l'appellation administrative « Territoire Zéro non-recours », bienvenue à « Avec vous pour vos droits » : une campagne qui a débuté ce mercredi 24 janvier 2024 au marché solidaire de Saint-Michel-Jéricho, quartier situé sur Malzéville et Saint-Max.

Après cette première, Chaynesse Khirouni, Présidente du Département, et Anthony Perrin, délégué du territoire du Grand Nancy, ont échangé avec celles et ceux qui malgré la pluie ont battu le pavé de bon matin. Les sourires étaient parlants. L'action prend racine et les premiers échanges sont bons : une dizaine de personnes ont été rencontrées par des travailleurs sociaux et des habitants volontaires. 3 personnes ont déjà pu se voir ouvrir des droits ou obtenir des rendez-vous. Des visites à domiciles ont également été planifiées.

« Nous sommes bien reçus et nous sentons que les mairies, les commerces portent avec nous la dynamique ; on sent qu'il se passe quelque chose », souligne une assistante sociale. « On dit aux gens, ne vous résignez pas, il y a des choses qui existent, vous ne volez rien, des gens sont là pour vous aider dans vos démarches », témoigne une bénévole, touchée par l'accueil réservé par des personnes âgées « qui sont reparties avec le sourire ».

Des premiers pas salués par la Présidente du Département, *« Avec Annie Silvestri, Vice-Présidente déléguée à l'insertion et à la lutte contre le non-recours, nous sommes fières de ce que nous faisons ici et dans le département »*. Car après le territoire d'expérimentation, l'idée est bien de déployer *« Avec vous pour vos droits »* partout en Meurthe-et-Moselle.

Prochaines étapes : un travail avec les associations locales et sur les lieux de vie des quartiers.

Au lancement de la démarche, en septembre 2023, Chaynesse Khirouni, Présidente du Département, et Mathieu Klein, Président de la Métropole, insistent sur l'objectif de cette démarche *« Très clairement, le non-recours est au cœur des enjeux de la vie digne et de l'éradication de la pauvreté. La complexité des situations, la lourdeur des démarches administratives, la fracture numérique et le manque d'information des personnes sur leurs droits expliquent en bonne partie cette situation »*. Un changement de regard que défend Marie-Aleth Grard, présidente de l'association ATD Quart Monde : *« La stigmatisation à l'encontre des personnes les plus précaires, trop souvent encore considérées comme « assistées », constitue un autre facteur d'explication. La pauvreté n'est pas un choix. C'est à nous de nous adapter à la réalité des personnes »*.

Contacts presse

- Didier Jacquot : 06 03 22 20 58 – 03 83 94 54 74 - djacquot@departement54.fr
- Simon Attenot : 03 83 94 52 76 – 06 99 99 87 94 - sattenot@departement54.fr